

N° AP 24/157

A R R E T E

ARRETE PORTANT CLOTURE DE L'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE TARIFAIRE DES DROITS DE PORTS 2025 DU PORT DE TOULON-LA SEYNE-BREGAILLON (CONCESSION PLAISANCE)

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports et en particulier ses articles R5321-11 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les propositions de modification des tarifications 2024 portant sur les droits de ports de la concession plaisance du port de Toulon-La Seyne-Brégaillon, formulées par le concessionnaire,

VU le certificat d'affichage établi par le concessionnaire en date du 15 novembre 2024,

VU l'avis réputé favorable de la Préfecture du Var, consultée par courrier en date du 21 octobre 2024,

VU l'avis réputé favorable de la Direction Régionale des Douanes de Provence, consultée par courrier en date du 21 octobre 2024,

VU l'avis favorable du Conseil Portuaire du Toulon-La Seyne-Brégaillon du 12 novembre 2024,

A R R E T E

ARTICLE 1

A compter de la date de signature du présent arrêté, l'instruction des propositions de tarifs des droits de ports 2025 de la concession plaisance du port de Toulon-La Seyne-Brégaillon est clôturée.

ARTICLE 2

Les droits de port entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2025, et seront publiés dans deux journaux locaux et affichés sur place.

ARTICLE 3

Cet arrêté ainsi que les tarifs de droits de ports applicables au 1^{er} janvier 2025 de la concession plaisance du port de Toulon-La Seyne-Brégaillon seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées de manière très apparente et aux endroits déterminés par le concessionnaire. Le concessionnaire, responsable de cet affichage, veillera à leur conservation et à leur remplacement autant que nécessaire.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **20 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



